

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France



BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

1 F

GRANDES MANOEUVRES DES SUPERPUISSANCES AU PROCHE-ORIENT

Pour bien comprendre la déclaration américano-soviétique sur le Proche-Orient, il faut la replacer dans le ca-

dre des grandes manœuvres générales sur la «détente» entamées par les deux superpuissances. Elle intervient, en effet, alors que les négociations Salt viennent juste de redémarrer et 48 h avant la reprise de la conférence de Belgrade sur la «sécurité et la coopération en Europe». Cette coïncidence qui n'est sûrement pas le fruit du hasard a été relevée par des observateurs divers. Le quotidien égyptien «Al Ahrâm» a ainsi souligné nettement : «Il est évident que l'URSS n'insiste plus sur la nécessité de la participation de l'OLP à Genève et a traité le problème du Proche-Orient comme une partie de la détente internationale».

La déclaration se traduit en effet par un retour en force du social-impérialisme soviétique sur la scène du Proche-Orient dont il avait été plus ou moins écarté ces derniers temps. Les USA, de leur côté, acceptent un certain nombre de reculs sur leurs positions traditionnelles et entérinent un discret lâchage de leur soutien inconditionnel aux sionistes de Tel Aviv.

C'est que leurs intérêts impérialistes au Proche-Orient, notamment dans les pays arabes, se trouvent en position de plus en plus inconfortable du fait de ce soutien. Ce sont essentiellement ces reculs, et notamment la mention pour la première fois des «droits légitimes du peuple palestinien» qui ont été appréciés positivement par les premières réaction connues de l'OLP. En Israël même, l'amertume se dispute à l'inquiétude sans que les bellicistes sionistes reculent d'un pas. «Nous ne négocierons jamais avec la soi-disant OLP», «Nous ne rendrons jamais les territoires occupés» réaffirmit bruyamment Begin, la veille de la publication de la déclaration.

Pour le reste, la déclaration en question porte témoignage de la rivalité des superpuissances qui cherchent toutes deux à se placer confortablement dans un éventuel règlement du conflit. L'une comme l'autre se soucie comme d'une guigne des intérêts fondamentaux du peuple palestinien.

L'URSS s'engage même ouvertement à les combattre en co-signant l'engagement à faire «l'effort maximum» auprès de chaque partie «pour qu'elle comprenne la nécessité d'une considération approfondie des droits légitimes et des intérêts de l'autre partie...»

(suite page 2)

Prochain congrès des Paysans Travailleurs

Lundi dernier, en fin d'après-midi, le Collectif national du syndicat «Paysans-Travailleurs» expliquait devant la presse à Paris sa position vis-à-vis de la création d'un nouveau syndicat, le MSTP (Mouvement syndical des travailleurs-paysans).

Au cours de cette conférence de presse, le Collectif national a annoncé la tenue prochaine des journées nationales du syndicat.

Ce congrès, ont dit les représentants du syndicat, se déroulera au moment où le syndicat se renforce à tous les niveaux malgré les entreprises de sape d'individus qui voulaient soutenir la «gauche» aux prochaines législatives. Le Collectif national a rappelé sa volonté d'indépendance vis-à-vis de tout parti, et a clairement donné l'orientation syndicale : construire

un syndicat de paysans exploités qui prenne en compte les intérêts prioritaires des paysans les plus petits.

Concernant la création du MSTP, le Collectif national a publié un communiqué qui éclaire les conditions de son apparition

(...) Cette opération est préparée de longue date, notamment par un travail de sape à l'intérieur et à l'extérieur de notre organisation. Or, après la conférence de presse, le 28 septembre, par B. Leroy et J. Gaborit, nous ne pouvons plus garder le silence, ce n'est plus une affaire interne à «Paysans-Travailleurs».

(...) Pour notre part, nous considérons que chaque militant ou équipe «Paysans-Travailleurs», peut

Suite page 4

• Dubigeon — Nantes

Les travailleurs sur leur terrain

Ils étaient tous là, ce lundi matin, dans leur chantier et au dehors, dans cette rue où, en temps normal, ils déferlent en flot pressé, le matin pour pointer à temps, le soir pour quitter la boîte le plus vite possible, éviter les embouteillages et rentrer chez soi.

Mais, aujourd'hui lundi, ils sont en grève depuis 4 semaines, rassemblés nombreux pour faire échec aux manigances du patron avec ses quelques jaunes.

Et les métallos de Nantes doivent venir, à 10 h, pour les soutenir.

Les paysans sont là aussi. Ils sont venus, de leur propre initiative, à plusieurs voitures ; quelques centaines de litres de lait (1 F le litre) ; quelques centaines de salades (1 F les deux) ; quelques milliers d'œufs (4 F la douzaine) ; il en restera pour l'après-midi, quand les jaunes entreront en car sur les chantiers, par une porte tout au bout, précédés de Stéphan, un sous-directeur, en tête sur sa moto ; avec quelques boulons en plus, ils seraient vite sortis, sans même descendre de leurs cars, et

quand ils descendront un peu plus loin, sous les fenêtres des ACB, ils auront droit en plus à une bonne volée de projectiles divers des ouvriers de cette



... l'Humanité Rouge

usine et décamperont vite ! Ce lundi matin, l'atmosphère est chaude et détendue. Jusqu'à 10 h, ça afflue. On se reconnaît.

«Ça m'aurait étonné que tu ne sois pas là avec ta grande gueule».

On ne s'est pas vu... depuis longtemps sans doute.

(suite page 4)

• Italie

De très violents incidents ont éclaté lundi soir à Rome, au terme des funérailles de Walter Rossi tué vendredi par un commando fasciste du MSI. Une foule impressionnante de plus de 50 000 personnes s'était rassemblée pour lui rendre un dernier hommage, regroupant des ouvriers, des syndicalistes, et des étudiants. A l'issue de la cérémonie, des bagarres ont éclaté entre la foule et des commandos du MSI qui se sont réfugiés dans leurs locaux, sous la protection de la police. Des coups de feu ont été échangés et un policier a été blessé par balles.

La tension demeurait très vive lundi soir en Italie après cette manifestation et l'heure de grève de protestation très largement suivie par les travailleurs.

Editorial

«ILS NE SE SENTENT PAS TRES SÛRS D'EUX»

Mercredi 27 septembre à Toulouse, à la faculté des sciences, le PCF avait invité le personnel de la faculté des sciences à venir débattre de l'actualisation du Programme commun.

Devant une trentaine de personnes, le débat en question commença par une polémique entre les militants du PC et ceux du PS, reprenant les arguments de Marchais ou de Mitterrand selon le cas. Puis un militant de l'Humanité rouge est intervenu dans la discussion.

Il a expliqué comment les nationalisations ne pouvaient que servir les monopoles, tant qu'existerait le capitalisme, «démocratique» ou pas ; il a rappelé les trahisons des gouvernements de gauche dans le passé en France ; il a démontré quelle était l'attitude scandaleuse des dirigeants du PCF face aux luttes, par exemple la grève des Lip ; il a rappelé ce qui s'était passé au Chili et le danger des illusions sur le «passage pacifique au socialisme».

En précisant bien les distinctions que font les communistes de l'Humanité rouge entre les dirigeants traîtres du PCF et du PS et les militants de base qui, pour la plupart, aspirent sincèrement à un changement véritable, le camarade a expliqué qu'il n'y avait qu'une seule voie pour parvenir au socialisme, que cette voie passe inéluctablement par le recours à la violence révolutionnaire contre l'État bourgeois.

Or, quelle fut la réaction des militants du PCF qui avaient organisé cette réunion publique ? Voici ce que dit notre correspondant :

«Pour répondre, ils ne sont plus aussi à l'aise que dans leur querelle avec les socialistes. A noter que, contrairement à l'habitude, ils écoutent cette intervention jusqu'au bout, sans ricanement ou tentative d'obstruction ; d'ailleurs, dans tout le débat, leur attitude sera correcte et non-agressive, signe certain qui montre qu'ils ne se sentent pas très sûrs d'eux.

Notre correspondant précise aussi que, quand le camarade a parlé de Lip «là, nous n'avons plus de réponse (ou alors des pirouettes qui ne peuvent convaincre qui-conque». Par ailleurs, «sur l'exemple du Chili, pas de réponse non plus. Visiblement gênés, il leur tardera que le débat soit terminé».

Notre correspondant termine ainsi : «Pour nous, ce qui ressort de ce débat, c'est un désarroi chez beaucoup de militants du PCF. Ils ont conscience d'être dans une impasse et ne savent comment en sortir (...) Certains se posent certainement des questions (...). Il est bon d'aller aux réunions qu'ils font (même si elles ne regroupent que des militants et sympathisants du PCF), d'y intervenir et de discuter calmement et sans sectarisme avec les militants de base».

Nous attendons d'autres témoignages de nos lecteurs...



• Rennes

Violences policières contre un jeune

Nous avons reçu cette lettre sur un incident illustrant une fois de plus le racisme antijeune.

Dans la ZUP-Sud de Rennes, un jeune en moto se fait arrêter par les flics ; ceux-ci vérifient son véhicule, découvrent des pneus lisses et s'aperçoivent que le moteur a été refait sans que le numéro du moteur ait été communiqué au service des mines. Ils le menacent d'une amende qui risque d'être élevée vu les « délits ». Jusque là, l'incident serait simplement la répétition banale de ce qui se passe quotidiennement en ville quand il s'agit de jeunes en moto, mais la police fait preuve d'originalité. Le jeune en question avoue qu'il ne pourra pas payer l'amende puisqu'il est au chômage ; les flics lui demandent si son père payera. « Non » répond le jeune. Alors, les flics, « généreux », lui proposent de faire un choix : « Ou tu payes, ou on emporte ta moto et on la détruit ! » Le jeune qui n'a pas le choix accepte la deuxième solution et les flics font casser la moto à la masse chez un garagiste en présence du jeune. Comble de cynisme, ils font peser la machine et donnent un billet de 10 F au gars ! en échange si l'on peut dire. Une moto d'occasion qui valait environ 1 600 F à l'argus !

Alors non seulement le racisme antijeune amène des arrestations en pleine rue simplement parce que des jeunes sont en moto, mais en plus, on leur donne LE CHOIX de payer ou de faire casser leur moto quand il y a un délit ! Quel choix en vérité ! Cet acte révoltant suscite déjà de nombreuses réactions et risque de faire du bruit : les jeunes ne se laisseront pas faire.

Des prisons psychiatriques en France ?

Le détournement par un déséquilibré de la Caravelle d'Orly ne s'est pas seulement terminé par un mort et 4 blessés par suite de l'intervention brutale de la police. Le ministère de la Justice a saisi cette occasion pour présenter un projet inquiétant : il envisage la création de « prisons-hôpitaux » où seraient enfermés et « traités » les délinquants « psychopathes ». Il s'agit là du même type d'établissements que les tristement célèbres asiles psychiatriques russes.

A n'en pas douter, c'est à ses propres dissidents que la bourgeoisie française réserve ces nouvelles prisons : c'est-à-dire aux militants révolutionnaires et aux ouvriers en lutte.

Après les accusations du congrès de psychiatrie

« Ils sont tous fous ! » déclarent les Izvestia

Les dirigeants russes ont été touchés à vif par la dénonciation de leur système social-fasciste et de ses crimes, lors du congrès mondial de psychiatrie à Honolulu. On peut s'en rendre compte d'après les commentaires haineux et oh combien révélateurs des « Izvestia » sur le congrès.

La dénonciation des crimes du système psychiatrique russe y est qualifiée de « dénaturation des faits », de « fabrication calomnieuse ». A propos des psychiatres ayant dénoncé ces crimes, il y est écrit : « Il y avait à côté de véritables médecins psychiatres, des criminels de droit commun et des personnes ne jouissant pas de toutes leurs facultés mentales, dont on avait levé les services et qui avaient été amenés à Hawaï pour déchaîner les passions et créer une atmosphère malsaine au congrès... »

S'il manquait une preuve au procès de l'utilisation criminelle de la psychiatrie en URSS, les « Izvestia » viennent de nous la fournir, et avec quelle authenticité !

Le 8 octobre 1977

LA CHINE 1 AN APRES LA MORT DU PRESIDENT MAO

De 15 H à 24 H à la Mutualité

Programme

- Grande salle : 15 h à 16 h Films
16 h à 17 h 30 Meeting
17 h 30 à 18 h 30 Documentaires
22 h 30 Grand film : La milicienne de la mer.
- 1er étage : Expo-photo, papiers découpés, buffet
Salle 3 Forums : vivre et travailler en Chine
19 h 15 à 20 h 45 : Les Chinois dans leur quartier.
21 h-21 h 30 : La Chine un an après la mort de Mao Tsé-toung.
- Salle G : Présentation de films super 8 des AAFIC et témoignages directs.
- Palais des enfants de 15 h à 19 h - Entrée 10 F



• Chine

EXCELLENTE SITUATION ECONOMIQUE EN 1977

La Chine a connu cette année un vigoureux essor économique et un bond en avant se dessine. Déterminé à faire de la Chine un pays socialiste moderne et puissant, le peuple chinois s'efforce de réaliser, dans tous les domaines et avant la fin du siècle, la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, des sciences, de la technologie et de la Défense nationale, et d'amener l'économie nationale chinoise aux premiers rangs dans le monde.

Depuis la fondation de la République populaire, de grands progrès ont été faits pour atteindre ce but. Au bout de 28 années, l'industrie chinoise a atteint le niveau que beaucoup de capitalistes ont atteint en plus d'un demi-siècle. La Chine a fabriqué des bombes atomiques, des bombes à hydrogène et des satellites artificiels. L'agriculture chinoise nourrit plus d'un cinquième de la population mondiale avec une superficie cultivée représentant moins de 7 % du total de la superficie cultivée mondiale.

NOUVEAUX SUCCES

En mai 77, une équipe de forage de la province du Setchouan, au sud-ouest de la Chine, a foré un puits de 7 058 m de profondeur, profondeur jamais atteinte en Chine. Ce succès a permis de découvrir d'importantes données géologiques pour l'exploitation des réserves de pétrole et de gaz naturel du bassin du Setchouan.

En mai et juin, le rythme de forage a en moyenne doublé par rapport au premier trimestre. L'industrie pétrolière a accéléré son développement en 1977 et les autres secteurs de l'économie chinoise ont fait de même.

Cette année est aussi une bonne année sur le front agricole. Malgré la sécheresse la plus longue et la plus sérieuse depuis la fondation de la République populaire, les provinces du Setchouan, du Chantong, du Kiangsi, du Foukien et du Kouantong ont obtenu de bonnes récoltes d'été en 1977.

Autre aspect positif pour les paysans, l'accélération de la production de machines agricoles, accentuant ainsi nettement la mécanisation de ce secteur.

L'EXEMPLE DE TAKING ET DE TATCHAI

Pour imprimer un essor rapide au développement de

l'industrie et de l'agriculture, le président Mao avait dégagé deux exemples types : l'exploitation pétrolière de Taking et la brigade de production de Tatchai.

gnés de masse.

A l'heure actuelle, sur les quelque deux mille districts du pays, 400 sont des districts du type de Tatchai, un nombre encore plus grand de districts s'efforcent de les rattraper.

Déjà, des milliers d'entreprises suivent l'exemple de Taking. La mise en exploitation en 1963 du champ pétrolier de Taking avait mis fin à la dépendance de la Chine en pétrole par rapport à d'autres pays. Ac-



Une raffinerie construite par les ouvriers de Taking.

Le Comité central du Parti communiste chinois a convoqué l'une après l'autre la 2e conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai et la conférence nationale pour s'inspirer de Taking, donnant ainsi un nouvel essor à ces deux campa-

tuellement, la production annuelle de ce champ est 6 fois supérieure à ce qu'elle était en 1965, ce qui en fait un des plus grands champs pétroliers du monde, tandis que d'autres champs pétroliers tels que Chengli, Houapel, Yunien

connaissent de remarquables progrès.

Au niveau national, la valeur de la production industrielle a augmenté mois après mois de janvier à juin.

DEPUIS L'ECRASEMENT DE LA BANDE DES 4

La Chine a aussi accéléré le rythme de son développement scientifique et technologique. Lors de la conférence géologique nationale tenue en juillet dernier à Pékin, des milliers de participants se sont engagés à découvrir au plus vite de nouvelles ressources souterraines pour créer les conditions favorables au développement de la production industrielle et agricole.

L'économie nationale chinoise s'est développée à un rythme plus rapide que prévu depuis l'écrasement de la Bande des 4 qui, rejetant en arrière-plan la production, entravait le développement. Tous les résultats obtenus en 1977 ont renforcé la confiance du peuple chinois dans la possibilité de réaliser ce grand objectif qu'est la transformation de la Chine en un pays socialiste puissant et moderne avant la fin du siècle.

L'Afrique du Sud de plus en plus isolée

L'Afrique du Sud ne sera plus convoquée à aucune des réunions de l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle) et la prochaine assemblée de l'organisation sera invitée, en 1979, à prononcer son exclusion formelle.

L'OMPI, fondée en 74, est chargée d'assurer la protection des brevets d'invention. Elle contribue à l'harmonisation des traités concernant les brevets passés entre différents pays et aide les pays en voie de développement dans l'élaboration de leurs législations.

Le débat sur l'Afrique du Sud a été demandé par le Cameroun qui est simple observateur. Cette demande a été votée par 22 voix contre 14.

Les quatorze pays, qui ont voté contre, sont, tous, les pays d'Europe occidentale. Encore une fois, le tiers monde a triomphé pour isoler, au maximum, le régime de Vorster. Cette mesure correspond à la recommandation de l'assemblée générale de l'ONU qui a voté, l'an dernier, une motion demandant à toutes les organisations internationales de prendre des « mesures efficaces et urgentes » contre l'Afrique du Sud.

Cette dernière a déjà été expulsée ou a cessé de participer aux réunions de 5 organisations internationales : commission économique pour l'Afrique (CEA, Tunis), Bureau international du Travail (BIT, Genève), organisation maritime consultative intergouvernementale (OMCI, Lon-

dres), organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO, Rome), et organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture (UNESCO, Paris).

De plus, elle a été déposée, en juin, de son siège permanent au Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA, Vienne) et la Zambie a demandé, jeudi soir, son expulsion complète de cette organisation.

Cet isolement de plus en plus grand du régime raciste d'Afrique du Sud est le résultat de l'unité du tiers monde face aux pays impérialistes qui s'obstinent à soutenir ce gouvernement qui ne tardera pas à tomber sous les coups de la lutte du peuple azanien.

Grandes manoeuvres des superpuissances au Proche-Orient

(suite de la page une)

Entendons par là qu'elle se prépare à faire les pressions maximum sur le peuple palestinien et ses représentants pour qu'ils acceptent la prise en compte des intérêts illégitimes de l'Etat sioniste. Trahison aussi l'affirmation que la « solution fondamentale de tous les aspects du problème du Proche-Orient dans son ensemble est la négociation dans le cadre de la confé-

rence de Genève » sous la houlette des superpuissances.

Le peuple palestinien démentait cela dans les faits, le même jour, en incendiant l'une des plus grandes usines de Tel Aviv. Il manifestait ainsi sa détermination de ne pas poser les armes jusqu'à la satisfaction de ses droits nationaux légitimes, y compris celui de retourner dans ses foyers.

• Inde

Indira Gandhi, ex-premier ministre indien au service des intérêts de Moscou vient d'être arrêtée en même temps que trois membres de son ancien cabinet, quelques industriels et hauts fonctionnaires du Parti du Congrès qu'elle dirige. Elle est accusée de malversations et corruption. Il lui est notamment reproché de s'être fait attribuer frauduleusement une centaine de jéeps pour organiser sa

campagne électorale dans plusieurs circonscriptions et d'avoir fait obtenir à une société française un contrat pétrolier et de gaz naturel qui a causé d'importantes pertes financières à l'Etat indien. Son fils Sanjay, secrétaire des jeunes du parti du congrès, également l'objet d'une enquête policière pour corruption, malversation et abus de pouvoir dans la campagne pour la stérilisation forcée, risque fort de rejoindre prochainement sa mère en prison.



Cinq ans de réclusion criminelle pour un viol

La cour d'assises du Gard a prononcé lundi le huis-clos dans une affaire de viol, malgré les protestations de l'avocate de la victime, Gisèle Halimi. Celle-ci réclamait la publicité des débats pour que chacun puisse juger des faits en toute connaissance de cause.

Les nombreuses femmes présentes dans la salle qui protestaient contre cette décision se sont vues invitées par le président de la cour à « apprendre le civisme ».

La condamnation, cinq ans de réclusion criminelle, et le fait que ce procès ait été jugé en cour d'assises et non en simple tribunal correctionnel témoigne que la lutte des femmes commence à porter ses fruits pour que le viol soit reconnu pour ce qu'il est : un crime.

La chasse aux travailleurs clandestins

1860 contrôles visant à démasquer le travail clandestin ont été effectués en 4 mois dans le département du Val de Marne. Dix chantiers de construction, trois ateliers automobiles, trois ateliers de confection et un salon de coiffure fonctionnant illégalement ont été découverts. Le rapport qui précise que les travailleurs immigrés employés dans ces entreprises ont été aussitôt expulsés ne souffle par contre pas mot du sort réservé à leurs exploités.

• Guyane

Du 6 au 18 octobre, 24 fusées-sonde françaises et soviétiques, destinées à effectuer des mesures météorologiques, seront lancées dans l'atmosphère. Le lieu choisi pour cette coopération franco-soviétique n'est autre que la Guyane, l'URSS considérant probablement que la Guyane fait partie intégrante du territoire français.

Trefimaux Bretigny-sur-Orge

Lutte contre les accidents

Lundi 3 octobre un accident s'est produit dans un atelier : une machine s'est décrochée de son support. Elle aurait pu estropier deux travailleurs.

L'atelier a immédiatement cessé le travail et débattu des problèmes de sécurité, critiquant très fermement le chef d'atelier responsable.

Une commission d'atelier a été mise en place pour tirer le bilan de l'accident et envisager l'action à mener dans ce domaine.

Faits et méfaits de l'Union de la gauche Et s'ils étaient au gouvernement?

Nous avons choisi parmi le courrier des lecteurs un certain nombre de faits qu'ils ont vus ou de méfaits dont ils ont été victimes de la part de l'Union de la gauche.

• LE MANS: AUGMENTATION DES IMPOTS LOCAUX

C'est le PCF qui dirige la municipalité du Mans par l'intermédiaire du dénommé Jarry. Or les impôts locaux seront lourds cette année au Mans. Dans un tract, le PCF prétend se justifier : « l'actuelle municipalité d'Union de la gauche n'est en rien responsable des augmentations ». Les responsables, ce seraient Chaumont et Maury qui, avant les municipales, ont fait voter les budgets de la ville et de la communauté urbaine.

Toujours est-il qu'étant

élus, les compères de la nouvelle municipalité de gauche ont le pouvoir de délibérer et de modifier les décisions antérieures relatives au budget. Ce qu'ils se sont bien gardés de faire et de dire.

• PARIS : LE MEPRIS DES FEMMES

Bien que l'affaire soit un peu ancienne, nous reproduisons ici une correspondance parue dans « Information des femmes » No 18. La correspondante, Laura, militante CGT, raconte l'aventure suivante survenue à la fête de Paris organisée par le PCF.

Au stand Raymond Losserand (face au stand PTT

Paris-Brune) je suis extrêmement surprise de trouver en bonne et belle place, au milieu de la table, un puzzle érotique vendu 20F. Une photo, en noir et blanc, réellement obscène nous montre une femme nue, jambes en l'air, « chevauchée » par un mec. Je m'adresse aux camarades qui tiennent le stand (...) : « Je vous demande de retirer la vente de ce puzzle ». A ces mots un militant assis à la table se lève et me saluant avec le bras d'honneur, il me qualifie « d'espèce de conne », de « salope » et de « puritaine de droite ».

• RENNES: LES FASCISTES ETAIENT DE LA FETE

Le PCF organise chaque année en septembre une fête dans un quartier po-

pulaire de Rennes. Cette année, ce sont les jeunes du PCF (JC) qui avaient pris la responsabilité du bal du samedi soir, invitant des orchestres punk. Or, à Rennes, plusieurs responsables de ces orchestres punk sont des militants du Front de la jeunesse, organisation fasciste.

On a aussi pu voir, au bar, des jeunes vêtus d'un bleu de travail par déguisement, affublés de boucles d'oreilles, brassards, épingles à nourrice aux lunettes. Les jeunes travailleurs qui passaient à proximité étaient accueillis par des propos menaçants à leur égard et à l'égard des travailleurs immigrés, par ces gens qui vantaient le national-socialisme et le fascisme hitlerien.

Il fallait bientôt se rendre à l'évidence, ces gens étaient invités comme membres du service d'ordre de la fête, payés 100F pour la soirée par les JC.

Un jeune s'est par ail-

leurs fait tabasser par des membres du service d'ordre du PCF à la fête de dimanche après-midi.

• ARMENTIERES: DU VOL CARACTERISE

Au mois de juillet dernier, les chasseurs et « hutiers » prenaient leur permis de chasse dans leur ville respective et en supplément de ce permis, s'ajoutait un timbre de plus à payer pour le gibier d'eau. Or, après que ces chasseurs, qui sont 42, aient payés, le 20 juillet on annonçait dans la presse régionale l'interdiction de chasse au lieu dit « Les prés Duhem », seul endroit où l'on pouvait chasser le gibier d'eau.

Je ne vous fait pas dire que ces chasseurs sont très en colère pour plusieurs raisons.

La première c'est que la municipalité d'Armentières qui est socialiste (maire Hassebroeck) leur a laissé acheter ce timbre tout en sachant qu'ils ne pourraient chasser. La deuxième est que « les prés Duhem » ont été rachetés par la communauté urbaine de Lille dont le président est Nottebaert, député-maire de Lomme et également socialiste, servant à la détente des gens riches.

• Argenteuil (Val d'Oise) Agression d'un résident immigré de la Sonacotra



LES COMITES DE RESIDENTS DES 5 FOYERS SONACOTRA EN GREVE A ARGENTEUIL ET LEUR COMITE DE SOUTIEN tiennent à faire part qu'une agression a été commise le 21/9/77 sur la personne d'un résident du foyer du Parc d'Argenteuil.

A 6 heures du matin, ce résident de 51 ans est agressé par 5 hommes en voiture sur le trajet qui le mène à son travail à Bezons. C'est à la hauteur du stade du Marais que 3 hommes armés de masse de bois se ruent sur lui. Ils exigent, après lui avoir asséné trois coups violents sur le crâne, qu'il leur remette son argent.

A force de coups, ils lui brisent le bras gauche. Alors que ce travailleur court vers son foyer, ceci malgré ses blessures graves à la tête et au bras, les agresseurs tentent de l'écraser en le poursuivant en voiture sur le trottoir (une Peugeot 504 grise).

Aujourd'hui, nous pensons que ce travailleur ne doit d'être en vie qu'à son courage et à son retour précipité vers le foyer.

Nous appelons l'ensemble de la population, travailleurs français et immigrés confondus, à condamner de telles agressions. Nous considérons qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une campagne raciste favorisée par les mesures gouvernementales concernant l'immigration. En voulant faire croire aux travailleurs français que le chômage peut être supprimé par les mesures gouvernementales concernant l'immigration. En voulant faire croire aux travailleurs français que le chômage peut être supprimé en rapatriant, 10 000 F en poche, les travailleurs immigrés, le gouvernement veut renforcer les courants hostiles à la population étrangère.

Nous considérons l'agression sur cet ouvrier immigré comme une agression sur l'ensemble de la classe ouvrière de France. C'est pourquoi nous pensons que le phénomène d'agression dont sont de plus en plus souvent victimes les travailleurs immigrés doit être dénoncé avec vigueur ; il ne s'agit pas d'un acte isolé : le même jour, une heure plus tôt, près du marché central d'Argenteuil, un travailleur portugais était lui aussi attaqué par des inconnus.

• Corse

Les deux militants corses, José Stromboni et Jean Nicolai, resteront détenus. Le juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat a signé samedi en leur faveur une ordonnance de mise en liberté sous contrôle judiciaire, mais le procureur général auprès de la Cour de sûreté de l'Etat a fait appel de ces ordonnances.

C'est la chambre de contrôle de la Cour de sûreté de l'Etat qui statuera ultérieurement sur leur détention.

Rassemblement national du 6 novembre

En lutte contre la bourgeoisie au pouvoir

Aujourd'hui Giscard-Barre et leurs acolytes, représentants typiques de la bourgeoisie monopoliste, sont décidés à faire payer la crise aux travailleurs et aux masses populaires plus qu'ils ne l'ont jamais fait. Pendant temps, nos bourgeois de gauche s'entre-dévorent pour le pouvoir.

Que fait concrètement la bourgeoisie au pouvoir ?

Nos frères immigrés sont chassés du pays à grand renforts de publicité raciste. Stoléru leur donne 1 million et les prie de rentrer chez eux. Il interdit à leurs familles de venir les rejoindre ce qui est une pression de plus.

« 1 million 500 000 chômeurs et 2 millions d'étrangers, ça ne peut plus durer » dit la bourgeoisie. Le résultat concret est que les agressions racistes se multiplient : Marseille, Lyon, Argenteuil. Mais bien sûr, Stoléru n'y est pour rien. C'est ce qu'il nous dit du moins.

10,5 % de hausse des prix en 1977 au lieu des 6,5 % prévus par l'astrologue-économiste Barre, à moins que, miraculeusement on n'ait

que 9,9 % comme l'an dernier. Qui ose parler de trucage ?

700 000 jeunes chômeurs, 200 000 licenciements dans la sidérurgie (*), 1 627 expulsions à Paris en 5 mois (d'avril à août). Contrairement à ce que certains lecteurs pourraient croire, Chirac n'y est pour rien.

Et tout est à l'avenant. On pourrait remplir des volumes entiers du petit Larousse rien que de ces suites de faits. Et nous ne parlons pas des suicides de maîtres-auxiliaires comme Renée Boudouresque, ou de celui d'une mère de famille dans le Nord, accusée d'avoir volé un beefsteak. Nous ne parlons pas non plus de ces vieillards qui, périodiquement, sont découverts morts de faim dans leur maison.

Le capitalisme n'est pas responsable : tout cela, c'est de la faute aux faux chômeurs, aux Arabes et à leur pétrole, à ces jeunes insouciantes, à ces femmes qui ne veulent pas rester au foyer !

Voilà dans quelle société nous vivons aujourd'hui, voilà ce que nous dénonçons le 6 novembre.

Nous parlerons aussi des

luttés de la classe ouvrière qui combat dans des situations difficiles comme à Manufrance, Deffrenne, Dubigeon et ailleurs. Nous parlerons aussi des luttes des petits paysans contre les monopoles capitalistes qui veulent les affamer. Nous parlerons des mille et une façons de lutter dans les usines, dans les campagnes.

Occuper son usine comme à Réhault, Logéais-Janin, Lip, affronter les flics comme au Pellerin, à Malville, affronter la justice bourgeoise comme à Bourgoin, voilà qui montre la dureté du combat qui oppose les masses à la bourgeoisie au pouvoir.

Nous parlerons aussi des magnifiques luttes où se développent la solidarité ouvriers-paysans comme à Orillac-Gilca, Rivière-Casalis, le Joint Français. Même si la classe ouvrière ne vainc pas à chaque fois, c'est cette voie-là qu'il faut suivre et populariser, car elle seule permet et prépare les grandes luttes qui permettront d'en finir avec les exploités.

(*) Voilà un magnifique redressement de situation.



● Dubigeon - Nantes

Les travailleurs sur leur terrain

(Suite de la page une)
On discute.
«Alors, les jaunes, où ils sont ?

maine dernière, les uns critiquaient les autres qui voulaient jouer les médiateurs. Et voilà sur quoi ils se

font, paraît-il, l'unité d'action ; et encore plus loin des disputes de Mitterrand et Marchais.

Les assemblées générales, le matin : on écoute les nouvelles, c'est tout.

Les commissions : elles sont un peu creuses et on n'en parle guère.

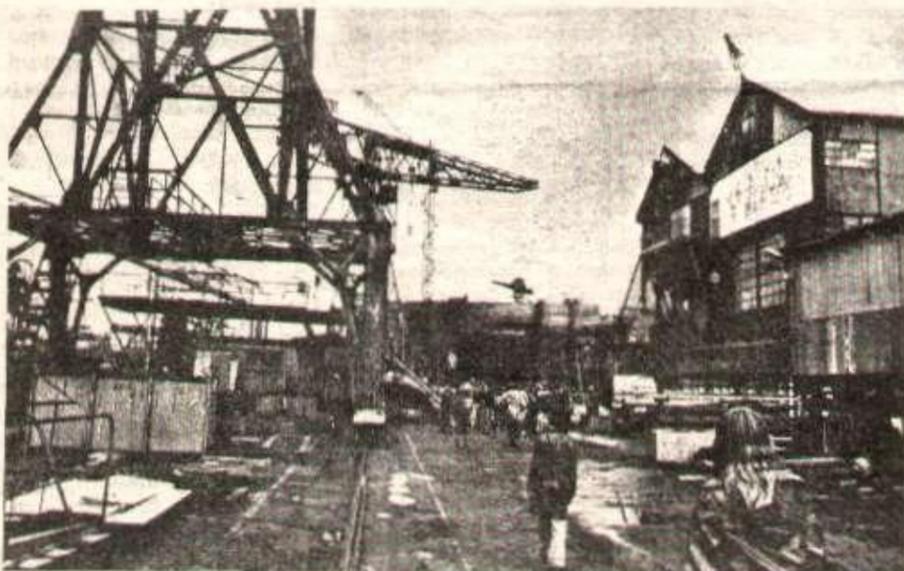
C'est l'intersyndicale qui décide...

Ce lundi, sur le terrain, des travailleurs, la force et l'unité étaient là !

Servira-t-elle seulement à ouvrir quelques salons pour responsables de l'avenir de la Navale ? Servira-t-elle seulement à porter quelques ministres de gauche au gouvernement, quelques PDG de gauche à la tête des entreprises ?

En cette période d'intenses bouillonnements politiques, une lutte d'une telle durée sera riche d'enseignements pour les travailleurs de Dubigeon et pour toute la classe ouvrière.

A Reuen, les travailleurs des chantiers de Normandie (même société que Dubigeon) débrayent, mercredi, en solidarité avec ceux de Nantes.



Le samedi 24 Octobre, journée portes ouvertes, c'est plusieurs milliers de personnes qui sont venus soutenir les travailleurs de Dubigeon.

« Ça risquait pas qu'ils viennent. Ils sont à peine 200. Maintenant, ils sont partis au château de l'Eraudière. Le patron va leur payer un gueuleton ; il leur paye déjà la journée. Pas question qu'ils rentrent... Y a pas beaucoup de goudron par-dessus les pavés ».

Des jaunes, il en sera question tout à l'heure, dans les discours des directions syndicales, mais surtout pour mettre en garde contre les provocations...

N'empêche, cette histoire de jaune, le patron en a fait du bruit là-dessus toute la semaine. Il les a même faits « manifester » 3 fois. Ils sont même allés à la mairie... et ils ont été reçus par les adjoints Gouraud (PS) et Moreau (PC).

Les voilà bien, ces élus de tous les Nantais... patrons et ouvriers confondus. La se-

mettent d'accord !
Le patron prétend qu'il y en a 600 et plus, de ces jaunes, mais ceux qui les ont vus de près, disent qu'il y en a 200 au plus et sûrement 20 ouvriers au grand maximum.

A 10 h, c'est déjà la foule : des bleus, des casquettes, des femmes aussi, moins bien sûr ; dans la métallurgie, elles ne sont que dans les petites boîtes, genre

Guillouard, à moins de 2 000 F par mois.

Il en est venu même de Couéron : près de 100 de

Tréfinmétaux appelez-vous, il y a deux ans, 12 femmes avaient été poursuivies en justice pour avoir soutenu leurs maris en grève dans cette boîte.

Où, c'est bien là le terrain des travailleurs ; on est loin des Séguy et Maire qui, là haut, dans le secret,

Pourtant, à Dubigeon, est-ce les travailleurs qui décident ?

● St Etienne - Manufrance

Les menaces se précisent

Chez Manufrance, la situation s'aggrave. La vérité sur l'avenir de l'entreprise commence à apparaître. Les curateurs avancent de nouvelles mesures. Aujourd'hui ils parlent de chômage partiel 15 jours par mois, ce qui correspondrait à une perte de salaire de 25 %. De plus, ils voudraient baisser les salaires de 10 %. Les ouvriers se demandent à combien se réduiraient leurs salaires !

Les licenciements sont toujours prévus ; le nombre en est encore indéterminé. D'après les ouvriers, le projet de la direction ce serait de fermer les ateliers, ce qui est un vieux projet. En effet, les ouvriers des ateliers ont arraché par la lutte certains avantages dont ne bénéficient pas les travailleurs des magasins, ni ceux de l'usine d'emballage de Moirans.

Les organisations syndicales sont amenées à reconnaître la gravité de la situation. Mais dans les assemblées générales les dirigeants syndicaux se contentent de faire des grands discours sur la nécessité de la lutte, sans rien proposer de sérieux pour l'action. Ils passent plus de temps à se lamenter sur le passé, sur la responsabilité de Durafour, l'ancien maire de St-Etienne, qu'à organiser l'avenir, la lutte.

La semaine dernière ils ont décidé, sans consultation des travailleurs, des débrayages d'une demi-heure à deux heures par jour. Au cours de ces débrayages consacrés à la discussion dans les ateliers, ces messieurs sont beaucoup

moins éloquents et répètent le sempiternel « faites confiance à vos élus syndicaux ».

Le mercredi 28 septembre, une manifestation a eu lieu. En fait de manifestation, ça ressemblait plutôt à un enterrement. Quand la division et les querelles régnent entre les partis de l'Union de la gauche, c'est difficile de crier « Union, action, Programme commun ».

Alors, la consigne était de se taire...

Du temps où Durafour était maire, les manifestations s'arrêtaient toujours devant l'Hôtel de ville. Cette fois-ci, la manifestation a été dirigée directement vers la préfecture. Pourtant, la municipalité de gauche, dirigée par Sanguedolce (PC) détient toujours 23 % des actions Manufrance. Voilà un nouveau patron qui bénéficie de toute la bienveillance de la direction CGT.

La manifestation fut arrêtée sur une place par les dirigeants syndicaux. Pas d'accord, certains ouvriers disent : « On est venu pour que les gens prennent conscience des problèmes de Manufrance, il faut bloquer la circulation ».

Et voilà les chefs syndicaux qui s'emploient à maintenir l'ordre en forçant les travailleurs à monter sur les trottoirs...

Les travailleurs, quoique désemparés par l'attitude des dirigeants syndicaux, sont très mobilisés. C'est en masse qu'ils participent aux réunions et aux actions : de Manufrance, nous en reparlerons.

Prochain congrès des Paysans Travailleurs

suite de la page 1

avoir une opinion et l'exprimer dans le cadre du syndicat, mais quand on est minoritaire, on ne peut s'exprimer à l'extérieur au nom de tout le mouvement (...)

Le gros enjeu : les législatives de 78

C'est dans leur premier document que les minoritaires vendent la mèche : « Quelle réponse devons-nous donner aux tâches d'un gouvernement PC-PS, pour aller vers le pouvoir des travailleurs ? ».

Curieusement, cette phrase sera par la suite éliminée des différents documents émanant de la « coordination », changement de « tactique » sans doute... Alors que nous-mêmes, sommes traités de gauchistes, dans la mesure où nous nous démarquons des partis de gauche, eux font de même.

C'est pourquoi nous avons cru bon d'affirmer, pour notre part, que les causes de l'exploitation des petits et moyens paysans, résident dans l'existence même du capitalisme, et que nous ne voyons pas rapidement les forces qui pourraient les détruire : selon les minoritaires, les firmes privées et coopératives ne seraient plus la cible des paysans exploités, la coopération devenant notamment « l'instrument privilégié dans la construction d'une économie agricole organisée et planifiée ».

Nous croyons qu'il est essentiel de développer, en agriculture, un syndicat de classe et de masse indépendant de tous les partis politiques et ouvert à tous les paysans exploités, quelle que soit leur appartenance politique. L'adhésion à « Paysans-Travailleurs » se

fait sur la base d'une ligne syndicale définie par le mouvement et non sur la base de sympathie ou d'appartenance politique.

« Paysans-Travailleurs » doit-il être le syndicat de la gauche ou de l'extrême-gauche ? C'est un faux débat. Il existe des paysans aisés qui vont voter à gauche, des petits paysans qui vont voter à droite (et inversement bien sûr) alors... (...)

Le MONATAR, organisation qu'on a rarement vue dans les luttes et pour les « Paysans-Travailleurs », à notre seule connaissance, un seul département organisé : la Charente-Maritime, ailleurs des individus dans trois départements voisins. Ce sont eux qui constituent le MSTP en se servant du sigle inversé de « Paysans-Travailleurs ». Calcul ? Preuve de faiblesse ? (...)

Notre conception de l'unité

Pourtant, la question de l'unité est bien à l'ordre du jour, mais pour nous, elle doit d'abord se réaliser dans les luttes, sur des problèmes précis. La question de l'unité organisationnelle nous semble prématurée et il apparaît que les faits nous ont donné raison (...)

Malgré cela, nous croyons à l'unité à la base et dans l'action. Il est impératif, que sur le terrain, toutes les forces qui se réclament de la défense des petits et moyens paysans, se retrouvent dans les luttes. C'est une ligne de conduite que le Collectif national n'a cessé et ne cessera de développer.

(*) La création du mouvement syndical des « travailleurs-paysans » (NDLP.)

● Roubaix - Deffrenne

Succès de la journée «portes ouvertes»

2 500 personnes environ ont participé à la journée portes-ouvertes organisée par les travailleurs de chez Deffrenne à Roubaix. Des délégations de la CIP, des Réos et de la filature de Malmerspach (Alsace) étaient présentes.

On pouvait lire aussi des panneaux faits par les travailleurs de la Lainière de Roubaix.

Les tissages Deffrenne comme la filature de Malmerspach appartenaient aux frères Schlumpf, sinistres exploités qui s'étaient constitués, sur la sueur et le sang des travailleurs, une collection de voitures anciennes, valant des milliards et rassemblées dans un musée.

En avril 77, toutes les usines ont fermé. Depuis, les travailleurs de Deffrenne occupent, luttant pour le

maintien de l'emploi sur place : pas un seul licenciement !

Dimanche, après la visite des ateliers de tissage (avec démonstration sur les métiers à tisser) et la projection d'un film retraçant toute la lutte de Deffrenne depuis 76, il y eut un débat. Au cours de ce débat, beaucoup de travailleurs de la région évoquèrent la situation très préoccupante de l'emploi dans le Nord, en particulier dans le textile.

Après la CIP, Desombre, Deffrenne, c'est 180 licenciements annoncés à la Lainière, etc. Mais la volonté de lutter tout de suite tous ensemble et en même temps face à la crise s'est exprimée avec force : pour vivre et travailler au pays, le salut c'est là lutte unie et non les promesses du Programme commun.

● Ivry

Les parents d'élèves du groupe scolaire « Maurice Thorez » d'Ivry qui occupent les locaux depuis lundi pour protester contre la fermeture de deux des 26 classes de l'école ont décidé de poursuivre leur action jusqu'à mardi 4 octobre, date de la réunion de la commission technique paritaire qui doit statuer sur ce problème.

● Périgueux

Depuis la rentrée, le personnel de service et non-enseignant du lycée Albert-Claveille de Périgueux est en grève pour le maintien d'un poste supprimé et pour la création d'un poste supplémentaire en fonction de l'augmentation de l'effectif élèves-internes. Le lycée est conçu pour 600 élèves, il en compte 900.

Cette grève bloque l'ouverture de l'internat, la rentrée n'a donc pas pu se faire normalement. Le rectorat de Bordeaux ne veut rien savoir. Peu lui importe que les conditions de travail du personnel et des internes soient intenable.

Les grévistes, soutenus par les enseignants, les parents et les élèves exigent la satisfaction de leurs revendications.

Ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres de la situation de l'école en Dordogne : postes et classes supprimés, effectifs de 40 élèves, plus de 30 maîtres-auxiliaires utilisés comme bonnes à tout faire « façon Haby ».

Correspondant HR Périgueux